

députés de la droite dont le parti a pris les rênes du pouvoir en 1896 qu'il faut attribuer cette prospérité.

Autre chose à remarquer : la population augmente. Nous nous en réjouissons. La population s'accroît grâce à l'immigration, à la venue des étrangers ; elle s'accroît aussi grâce aux enfants du sol que nous retenons au pays. Ces deux facteurs ne pouvaient pas produire leur plein résultat avant que l'Ouest eût été colonisé et qu'il eût fait ses preuves de manière à faire naître la confiance, à faire connaître les ressources du pays au point d'y attirer les étrangers et d'y retenir ses propres enfants. C'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue lorsque nous recherchons les causes des immenses progrès et de la prospérité de ce pays.

Nos adversaires ont eu le mérite—et nous leur en savons gré—d'avoir fait de leur mieux pour profiter des temps prospères et pour s'efforcer de bonne foi de favoriser la continuation de cette ère d'abondance ; mais autre chose est de prétendre que la politique mise en vigueur pendant le court intervalle de huit ou dix brèves années a été le facteur, la source et la cause de toute la prospérité dont cet immense Dominion a joui.

Pourtant, le sourire qui erre sur les lèvres de mon honorable ami et sur celles des députés qui ont proposé et appuyé l'adresse semble vouloir dire : le pays nous a approuvés ; la population a prononcé et effacé toutes nos fautes passées ; elle nous a laissé nos coudees franches pour l'avenir. Ma foi ! si cette pensée leur est agréable, que nos adversaires la caressent. Pourtant, il est parfois de grands triomphes qui coûtent trop cher—trop cher pour le parti vainqueur et pour le pays lui-même. Une victoire remportée par des arguments justes et logiques, par l'énonciation d'une politique et de principes déterminés, est une victoire définitive, mais le triomphe obtenu par d'autres moyens que ceux-là peut, je le répète, avoir été payé un trop grand prix.

L'opposition a eu des obstacles à surmonter au cours de la dernière élection. Il est singulier, bien qu'il soit parfaitement vrai selon moi, que la prospérité tend à émousser le sens critique des électeurs. Un gouvernement qui en appelle au verdict populaire pendant une ère d'abondance a plus de chance de voir les contribuables fermer les yeux sur ses péchés d'omission et de commission qu'il n'en aurait dans des circonstances moins favorables. Les députés de la droite, en mesurant l'étendue de leur victoire, doivent convenir que leurs succès sont attribuables en partie aux temps prospères qui ont émoussé le sens critique du corps électoral.

D'autres éléments de la dernière lutte, d'autres facteurs de la victoire ont un aspect moins agréable. Je ne crois pas que jamais dans les annales du pays il y ait eu un pacte inviolable entre un gouvernement et une grande et puissante société financière. Il y a lieu de se demander si cela profite au pays

et si, à la longue, cela profitera à la société elle-même. Au cours de la dernière élection, une puissante compagnie a arboré l'étendard d'un parti, a adopté son mot d'ordre et elle s'est mise opiniâtement à l'œuvre pour assurer le succès d'un gouvernement dont elle attendait et qui lui avait promis l'un des plus grands et des plus fructueux privilèges qui aient jamais été conférés à une société commerciale. Il y a lieu, il me semble, de se demander et d'examiner soigneusement si c'est là un indice d'un état de choses satisfaisant ou un gage d'un avenir rassurant. Toutefois, je sais personnellement, et la députation presque entière sait également que l'une des forces que la loyale opposition de Sa Majesté eut à combattre sans relâche pendant la dernière élection a été l'opposition systématique, puissante et incessante de la compagnie avec laquelle le Gouvernement s'était allié. Dans chaque circonscription électorale où sa puissance s'est fait sentir, le scrutin a servi les desseins du Gouvernement ; toute l'influence possible a été exercée pour gagner ses employés à la cause de ce dernier et au parti hostile à l'opposition—et dans quel but en général ? En prévision des immenses privilèges et des bénéfices qu'elle espérait recevoir, si le Gouvernement était maintenu au pouvoir et si l'opposition était vaincue.

A part cela, je laisse au pays le soin de décider si j'ai raison ou si j'ai tort de dire que jamais probablement dans l'histoire de notre pays on a autant qu'à la dernière élection fait miroiter plus profusément et avec plus de persistance aux yeux des électeurs les avantages matériels qu'ils pouvaient retirer. J'avoue que, dans un pays jeune et prospère, il est difficile d'éliminer de la discussion et de chasser des esprits la question des travaux publics ; pourtant la décence doit imposer des bornes à cette pratique. Néanmoins, dans la dernière lutte, d'une extrémité à l'autre du pays on aurait dit que le principal argument, le point capital était de corrompre le corps électoral par l'appât de travaux publics promis par le candidat, promesses confirmées, naturellement, par écrit ou de vive voix par le ministre auquel il appartenait de les faire exécuter. Il en fut ainsi partout. Mon honorable ami a dit : "La Nouvelle-Ecosse est unanime."

Quelques VOIX : Bravo ! bravo !

M. FOSTER : Juste ciel ! Pourquoi ne serait-elle pas unanime, puisque soixante-six crédits ont été ouverts dans un seul comté offerts en récompense du vote des électeurs ? Mon très honorable ami se rappelle peut-être le cas d'un de ses partisans dévoués, élevé sous sa tutelle, et qu'il a présenté lui-même à son collège électoral dans une grande assemblée publique et qui sur une carte postale—d'un format plus grand que le format ordinaire, naturellement—établissait par maints calculs le nombre de dollars par minute, par heure, par semaine, par mois et par année, qu'il avait obtenu pour ses commettants pen-